

Les incidences sur l'aide au logement

Prestation concernée	Votre situation au moment de l'incarcération	Incidences de l'incarcération	Incidences de la libération
Aide(s) au logement (APL, ALF ou ALS)	Vous vivez seul(e), vous conservez votre logement et continuez à payer le loyer	Maintien du droit à l'aide au logement pendant 1 an, sous réserve que le logement ne soit ni loué, ni sous-loué à un tiers	Poursuite des droits si délai d'un an non échu ou rétablissement des droits à compter du mois suivant la libération
	Vous vivez seul(e), vous ne conservez pas votre logement	Arrêt du droit, à compter du mois de sortie du logement	Un nouveau droit sera examiné sur dépôt d'une nouvelle demande d'aide au logement
	Vous vivez en couple et votre conjoint(e) conserve le logement	Les droits sont calculés sous réserve que votre conjoint(e) remplisse les conditions pour être allocataire	Réexamen du droit en tenant compte de vos ressources, à compter du mois de libération

Les incidences sur les autres prestations

Prestation concernée	Votre situation au moment de l'incarcération	Incidences de l'incarcération	Incidences de la libération
Allocation adulte handicapée (AAH)	Vous vivez seul ou en couple	Le montant est limité à 30 % de l'AAH à taux plein à compter du mois suivant le 60 ^{ème} jour d'incarcération sans pouvoir excéder celui dû, si vous n'étiez pas incarcéré	La réduction est supprimée le 1 ^{er} jour du mois suivant la libération
	Vous avez un enfant ou un ascendant à charge au sens des prestations familiales	Pas de réduction du taux	
Revenu de solidarité active (RSA) et prime d'activité	Vous vivez seul ou sans enfant	Votre droit est interrompu, à compter de la 2 ^{ème} révision trimestrielle suivant l'incarcération	Reprise du droit le mois de libération
	Vous vivez en couple avec ou sans enfant	Votre droit est versé sur la base d'une personne isolée (votre conjoint) à compter de la 2 ^{ème} révision trimestrielle suivant l'incarcération sous réserve que les conditions administratives soient remplies	Réexamen du RSA pour le couple le mois de la libération

Conception-réalisation : communication Caf 92/EF - Illustrations : DR Cnaf - Avril 2023



caf.fr



Les droits Caf et L'INCARCÉRATION

- Vous (ou un membre de votre famille) arrivez en détention en tant que prévenu(e) ou déjà condamné(e)
- Vous êtes incarcéré(e) ou en placement à l'extérieur sous surveillance
- Vous sortez de détention
- Il peut y avoir des modifications ou des suspensions de vos droits Caf

Pour vos démarches :

Sur le site www.caf.fr/rubrique « Mon compte »

Par courrier adressé à la Caf des Hauts-de-Seine
70-88 RUE PAUL LESCOP 92023 NANTERRE CEDEX

N'oubliez pas de préciser votre numéro d'allocataire

Par téléphone au 32 30 (Service gratuit + prix appel)

Vous ou un membre de votre famille êtes incarcéré(e)

Pour bénéficier de tous vos droits et éviter le versement à tort de certaines prestations ou le paiement de montants erronés, signalez au plus vite à la Caf votre incarcération, celle de votre conjoint ou de votre enfant.

Les informations à communiquer lors de l'incarcération :

- L'identité de la personne incarcérée
- La date de début de l'incarcération
- Les nom et adresse de l'établissement pénitentiaire
- La conservation ou non du logement (si vous percevez une aide au logement, et si vous continuez à payer le loyer)
- Une copie du bulletin d'incarcération est souhaitable.

Modèle de lettre 1 - pour informer de l'incarcération

Nom - Prénom :
Date de naissance :
Adresse (avant incarcération) :
N° allocataire Caf : Le.../.../.....
à

Madame, Monsieur,

Je vous informe de mon changement de situation à compter du.....

Je suis actuellement incarcéré à l'établissement pénitentiaire de :
(indiquer Nom du centre et adresse)

Je suis actuellement en semi-liberté à l'établissement pénitentiaire de :
(indiquer Nom du centre et adresse)

Je suis actuellement placé sous surveillance électronique à l'adresse :(indiquer adresse)

Je vous remercie de prendre en compte ces éléments pour l'actualisation de mon dossier.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs

Signature

Modèle de lettre 2 - pour informer lors de la libération

Informez rapidement la Caf en fournissant par exemple, une copie du billet de sortie.

Nom - Prénom :
Date de naissance :
Adresse (précédente) :
N° allocataire Caf : Le.../.../.....
à

Madame, Monsieur,

Je vous informe de mon changement de situation à compter du..... date à laquelle je bénéficie d'un aménagement de peine ou j'ai été libéré de l'établissement pénitentiaire de : (indiquer Nom du centre et adresse)

Je vous remercie de prendre en compte ces éléments ainsi que ma nouvelle adresse pour l'actualisation de mon dossier.

Voici ma nouvelle adresse : (nouvelle adresse)

Je n'ai pas changé d'adresse, je vis toujours : (adresse complète)

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs

Signature

Les incidences sur la globalité des droits

La charge de l'enfant incarcéré

Le droit aux prestations en sa faveur cesse le mois d'incarcération (sauf pour le revenu de solidarité active où il cesse le mois suivant).

Les prestations peuvent toutefois être maintenues si vous-même ou l'administration pénitentiaire apportez la preuve que vous assumez la charge effective et financière de l'enfant (parloir, cours par correspondance, colis, courriers...).

Les ressources de la personne incarcérée

Les ressources professionnelles (ou assimilées) perçues par la personne incarcérée ne sont plus prises en compte pour le calcul des prestations à partir du mois suivant la détention.

Toutefois, si l'incarcération a lieu le 1^{er} jour d'un mois, les ressources ne sont plus prises en compte à partir de ce mois.

Les titres de séjour

Il n'est pas exigé que le titre de séjour soit renouvelé si celui-ci expire pendant la période de détention. Le récépissé de demande de renouvellement devra être adressé dès la fin de la détention.

Les incidences sur les prestations liées à l'enfant à charge

Prestation concernée	Votre situation au moment de l'incarcération	Incidences de l'incarcération	Incidences de la libération
Allocation de soutien familial (ASF)	Séparé(e) : Votre ex-conjoint(e) assume seul(e) la charge de votre ou vos enfant(s)	Votre conjoint(e) ou ex-conjoint(e) peut demander à bénéficier de l'allocation de soutien familial	Séparé(e) : • vous ne disposez pas de revenus et demandez à bénéficier du RSA : le droit est maintenu pour votre ex-conjoint(e) uniquement sur justificatif de votre situation • Vous disposez de revenus : vous devez reprendre le paiement de votre pension alimentaire à votre ex-conjoint(e)
	En couple : vous ne pouvez plus participer à l'entretien de votre ou vos enfants(s)	Votre conjoint(e) peut demander à bénéficier de l'allocation de soutien familial	En couple : fin de droit à l'ASF à compter du mois de la libération
Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE)	• Inactivité pour s'occuper d'un ou plusieurs enfants • Exercice d'une activité à temps réduit	Suspension du droit, au 1 ^{er} jour du mois d'incarcération	Reprise du droit à compter du mois suivant celui de la libération, si les conditions d'octroi sont toujours remplies